

Docteur en Ethnologie et Sociologie comparative, avec une thèse intitulée « Les conflits de mémoire : Espagne, Chili, Argentine » réalisée sous la direction de Francis Affergan. Depuis 2010, il est membre affilié du CANTHEL. Il participe aussi au groupe international de jeunes chercheurs « Memoria en Red ». Ses recherches portent principalement sur les traces historiques, les conflits et les politiques de la mémoire, ainsi que sur la construction des identités en relation aux traumatismes collectifs infligés par les régimes totalitaires. Il s'intéresse également aux mémoires de ceux qui se sont exilés sous ces mêmes dictatures en Belgique et en France.

Mots-clés : conflits – mémoire – Espagne – Chili

Introduction à une anthropologie des conflits de mémoire : une approche comparative des cas espagnol et chilien

Jean-François Macé,
université Paris Descartes

Par rapport à d'autres disciplines des sciences humaines et sociales, l'intérêt porté par l'anthropologie aux questions touchant aux « régimes d'historicités », c'est-à-dire « à la nature, à la place, au rôle et aux effets que le passé joue dans le présent des sociétés, en un lieu donné et à un moment donné » (Rouso, 2007 : 4), a été relativement tardif. Si ce concept a surtout intéressé les historiens (Hartog, 2003), il convient toutefois de rappeler qu'il est issu, paradoxalement, d'une réflexion de l'anthropologue Claude Lévi-Strauss, largement discutée par ailleurs, qui soutenait que bien qu'un degré universel d'historicité soit indéniable, celle-ci diffère et varie en fonction de la manière dont elle est signifiée et articulée dans les cultures (Lévi-Strauss, 1962).

Toutes les sociétés portent des réflexions sur leur passé et gardent en mémoire certains faits de leur histoire. Cependant, cela ne saurait signifier qu'il existe toujours la possibilité d'établir une image du passé susceptible d'être reconnue, acceptée et partagée par tous les membres d'une communauté. De telles situations impliquent des divisions et des luttes culturelles plus ou moins explicites autour de la gestion du passé mettant en évidence diverses formes d'orientation sociale du souvenir et de pratiques mémorielles. Entre ces deux dimensions apparaissent généralement de nombreux obstacles pour mettre en place une histoire cohérente avec ce qui s'est réellement passé et combler les espaces vides, autrement dit les oublis.

Dans les pays où ont été vécus des processus internes de violences politiques, où l'histoire est, de ce fait, particulièrement traumatisée, et où les différences idéologiques sont fortement marquées, il est rare que les mémoires trouvent à s'accorder sur une interprétation historique commune. La mémoire du conflit devient alors conflit de mémoire, c'est-à-dire une situation où des interprétations du passé s'opposent, où la question de la hiérarchisation du souvenir est posée, et où s'articulent dans l'espace public des discours de légitimation et de « dé-légitimation » en rapport à l'histoire.

L'intérêt particulier et spécifique de cette thèse réside évidemment dans sa démarche comparatiste et multiple. Les termes de l'analyse proposée ici portent sur les conflits de mémoire découlant de l'histoire récente des dictatures en Espagne et au Chili. Ce choix de comparaison repose d'abord sur une proximité évidente : le caractère politique, répressif et idéologique de ces régimes d'exception forme une matrice historique commune entre ces deux pays. Il s'agit donc de deux terrains qui nous permettent d'établir des recoupements concernant les diverses formes de règlement de comptes avec le passé. Toutefois, même si ces traits communs peuvent expliquer

certaines similitudes, les décalages temporels, la distance géographique et les différences culturelles qui séparent ces processus historiques et mémoriels sont suffisamment significatifs pour que la comparaison offre un intérêt heuristique quant à la manière dont se développent ces conflits de mémoire. Chaque pays a ses propres moyens de construction de la mémoire et d'affirmation de sa visibilité en fonction de son histoire.

Le nombre restreint de travaux sur cette problématique de confrontation des mémoires, qui choisissent cette démarche comparative, montre qu'il s'agit d'un champ d'étude encore en construction dans les sciences sociales. Ce constat se fait encore plus évident au niveau de l'anthropologie si l'on tient compte du fait que, juste à côté d'une utilisation intensive de toutes les sources possibles (historiques, philosophiques, sociologiques, orales...), peu de recherches sur les mémoires incorporent des données ethnographiques et ethnologiques. Ces deux éléments sont pourtant essentiels pour écouter et comprendre sur le long terme la dynamique des échanges entre les multiples mémoires en conflit dans nos deux pays.

En Espagne, les batailles de mémoires autour du bilan de la guerre civile et du franquisme se développent de plus en plus. Au Chili, les luttes mémorielles liées à la période Pinochet n'ont cessé de s'amplifier. On voit l'histoire des dictatures être réinvestie de significations et de pratiques mémorielles multiformes, revendiquée de différentes manières dans l'espace public ou chassée de cet espace, réactivée ou réactualisée par les nouvelles générations, et devenir finalement un enjeu important de la « chose » publique. États et institutions multiplient les gestes politiques pour construire une histoire officielle souvent en opposition à des mémoires divergentes elles-mêmes fortement politisées. Dans ce contexte, tout se passe comme si les rapports sociaux se conjugaient au présent mais en se nourrissant d'un passé réel, construit ou imaginé, comme si la mémoire collective tissait des liens avec l'histoire et jouait un rôle prépondérant dans la construction des identités de groupe. Dans cette perspective, s'intéresser aux conflits de mémoire à partir d'un questionnement anthropologique, c'est chercher à comprendre, à partir d'enquêtes de terrain, comment se déploient et s'articulent les relations solidaires existantes entre la mémoire, l'histoire, le politique et l'identité.

Pour ce faire, je propose, dans un premier temps, d'ouvrir une réflexion sur le cas espagnol en portant une attention toute particulière aux conflits de mémoire autour de lieux renvoyant à la version historique des « deux Espagnes » imposée par le franquisme, ainsi qu'au souvenir mythifié de la guerre civile qui en résulte : les ruines de Belchite et les plaques phalangistes sur les murs des églises. Puis j'examinerai le cas chilien, en centrant mes observations sur des processus politiques de domestication de la mémoire de la dictature de Pinochet ainsi que sur les mécanismes de rejet mis en place par les familles de victimes en relation à deux espaces : le mémorial des détenus-disparus et exécutés politiques du cimetière général de Santiago et Londres 38.

Le cas espagnol : des ruines de Belchite aux plaques de la Phalange

Les ruines de Belchite

Selon Maurice Halbwachs, l'histoire se constitue comme un point de référence qui coordonne des souvenirs dans l'espace et le temps (Halbwachs, 1997). Dans ce sens, il ne peut y avoir d'histoire sans mémorisation et la mémoire s'inscrit toujours en rapport à un processus historique. Plus concrètement, le genre historique se définit par son objet, c'est-à-dire le récit ou l'image d'événements passés, et, généralement, seul le passé mémorable est convoqué ou conservé (Carfantan, 2002), ou plutôt ce qui est jugé comme tel et fait figure de modèle dans

un temps et une société donnés. Il convient alors, pour penser la présence de l'événement dans la mémoire, de ne plus le considérer comme une chose abstraite et idéale, mais de l'envisager à partir des traces qu'il grave chez l'individu, dans nos sociétés et nos cultures. Évoquer un passé, c'est se référer à ce qui subsiste de lui (Boursier, 2002) : des ruines, des vestiges... Ces espaces physiques et symboliques « matérialisent ce qui a disparu, lui donnent une image permettant de se le représenter, de l'étudier, de se souvenir, de commémorer, de montrer une évolution en remontant le temps » (Boursier, 2002).

À environ 50 kilomètres au Sud de Zaragoza, se trouvent les ruines de Belchite. Ce village fantôme, que ce soit en raison du souvenir de ceux qui y sont morts, de son paysage désolé, ou de ce qu'il symbolise, constitue sans aucun doute l'un des vestiges mémoriels les plus marquants de l'histoire récente de l'Espagne. Un an après le coup d'État manqué du 17 Juillet 1936 qui fait sombrer le pays dans une guerre civile dévastatrice, les troupes « nationales » de Franco ont déjà conquis la majeure partie du territoire et se préparent à entrer dans Santander. Durant l'été 1937, les forces républicaines de l'Est tentent une offensive avec la consigne de récupérer Zaragoza. Mais, à la fin du mois d'août, leur avancée est bloquée dans les localités de Mediana, Quinto et Codo, où elles doivent affronter trois régiments Carlistes¹ (« Requetés »), et principalement devant le village fortifié de Belchite aux mains d'une garnison franquiste. Finalement, le 7 septembre, après 12 jours de violents combats, les troupes républicaines réussissent à prendre possession du village. Toutefois, le retard accumulé dans ces batailles permet aux franquistes d'organiser d'importants renforts dans la capitale aragonaise et le contrôle des républicains sur la zone durera peu de temps. Le 10 mars 1938, au terme d'une grande offensive en Aragon, la « bande nationale² » redevient maîtresse des lieux, ou plutôt de ce qu'il en reste : après les bombardements de la première bataille, le village n'est plus qu'un champ de ruines. Franco ordonne alors de ne pas le reconstruire afin de le transformer en « monument vivant » du passé, supposé démontrer la démence naturelle des républicains, et l'érige en symbole héroïque de victoire. C'est dans cette perspective qu'il fait élever le mémorial de la rue San Juan où se célèbrent, encore aujourd'hui, des commémorations phalangistes.



© Jean-François Macé, 2005

● Fig. 1: ruines du vieux Belchite et son mémorial franquiste



© Jean-François Macé, 2005

¹ - Le carlisme est un mouvement politique apparu dans les années 1830, revendiquant le trône d'Espagne pour une branche alternative des Bourbons. Les Requetés sont des carlistes navarrais. Sur leur participation à la bataille de Belchite, voir Maria Resa, 1968.

² - « Bande nationale » est le nom que les rebelles du coup d'État du 18 juillet 1936 se sont donnés. Ce terme trouve son origine dans une radicalisation des partis de droite suscitée par les débats autour des statuts régionaux d'autonomie de la Catalogne (1932), de la Galice et du Pays Basque (1936). Après la guerre civile, le gouvernement franquiste implante ladite « unité nationale de l'Espagne » et supprime les autonomies. L'appropriation de l'adjectif « national » est convertie en stratégie d'exclusion contre les républicains accusés d'être responsables des divisions de la guerre civile.

Installé sur un ancien puits de stockage d'huile, utilisé par les franquistes comme fosse commune pour enterrer plus rapidement leurs morts, le monument forme une rotonde au fond de laquelle a été posée verticalement une dalle de trois mètres de haut comportant une croix noire et une inscription : « Sur ces terres héroïques se sont unis pour toujours dans la mort : l'Armée, la Phalange, le Requeté et le peuple de Belchite, au service de Dieu et pour une Espagne grande et libre ».

Un monument commémoratif est un lieu « immatériel » où s'organise le souvenir, une manière de marquer un territoire et de sacrifier l'espace public (Nora, 1984-1992). Dans ce sens, cette épigraphie émet un message dont le contenu mérite d'être analysé. De toute évidence, l'idée de Franco était de construire une « mémoire dominante » (Rousso, 1994 : 4) reléguant les autres mémoires alternatives ou discordantes à un rang subalterne. La nature répressive de cette mémoire s'exprime, notamment, par sa recherche d'unification avec d'autres mémoires dans une représentation canonique du passé et des présupposés qui leurs sont propres ou connexes. Ce qui prédomine ici, c'est l'utilisation du passé et l'invention d'une tradition : la « bande nationale » vient incarner le véritable « être espagnol », un geste qui tend à lui donner une valeur éternelle en soi ; en revanche, les républicains sont, de ce fait, désignés comme ceux qui ont menacé l'intégrité et l'unité. Ainsi, parallèlement à la construction d'une mémoire mythique incorporant une lutte entre le Bien et le Mal, apparaît aussi celle d'un mythe des origines. Bien que justifiée par Franco par une volonté divine, cette mythologie visera avant tout à consolider une doctrine qui, loin d'être guidée par le respect, le dialogue et l'interaction avec d'autres mémoires, fera plutôt la part belle à l'intolérance, à la confrontation et à une violence narrative et symbolique œuvrant à rendre la mémoire franquiste dominante et incontestable. Afin de réduire au silence les rares et faibles foyers possibles de dissidence et de résistance, la construction de cette mémoire dogmatique se verra, bien sûr, accompagnée de solides mécanismes de censure et de répression.

Ainsi, dans son souci de perpétuation de son ordre cognitif despotique³ – à travers l'imposition dans l'espace public de l'image d'une Espagne unie dans ses valeurs catholiques et une version historique basée sur l'idée que le coup d'État était nécessaire et inévitable – Franco décide, après la guerre, de faire construire un nouveau village à côté de l'ancien. En punition ou comme vengeance⁴, il le fait édifier par plus de 1000 prisonniers politiques provenant, pour la grande majorité, du « camp pénal » que la Direction Générale des Régions Dévastées et des Réparations du nouveau régime installe près de Belchite entre 1940 et 1945⁵.

De nos jours, dans ce terrible endroit, subsistent les vestiges d'une tour de vigilance, quelques baraques où dormaient les prisonniers et qui servaient en même temps à entreposer le matériel de construction, le mur en ruines de l'enceinte et les souvenirs douloureux de quelques survivants. Ces derniers n'ont jamais pu oublier l'odeur et le goût de l'eau sale du café et de la nourriture, la sensation de faim et de froid jour et nuit, le bruit de la trompette qui les réveillait chaque jour à six heures du matin pour aller travailler,

³ - Le système culturel au sens large (les religions, les symboles, les valeurs, les croyances, les coutumes, les mythes...) fonctionne comme un instrument cognitif de contrôle devant l'incertitude découlant d'événements historiques et sociaux marquants. La mémoire est un facteur décisif dans ce processus car elle permet de produire une perception sociale particulière de l'événement et de maintenir, sur le long terme, un système de références culturelles.

⁴ - Voir le premier « Mémoire du Patronat pour la Rédemption des Peines » envoyé à Franco en 1939.

⁵ - Sur le camp pénal de Belchite, voir Lafuente, 2002.

les mauvais traitements des militaires⁶... Leurs familles, à l'exception de quelques-unes qui ont eu la chance d'être accueillies par des habitants du village, ont survécu dans des conditions extrêmes. Elles étaient installées dans les vergers alentours ou dans des baraques agricoles, ironiquement appelées « Russie » dans le jargon franquiste dans la mesure où ces dernières étaient aussi occupées par des prisonniers des Brigades Internationales. À la fermeture du camp, l'entreprise Dragados y Construcciones se charge de terminer les travaux en profitant de la main d'œuvre des « Rouges » systématiquement écartés du marché de l'emploi. Les premiers à s'installer dans le nouveau village, en 1946, et à occuper les meilleures maisons, sont des habitants partisans du régime ; les derniers viennent en 1964. Pour l'inauguration du nouveau village le 13 octobre 1954, Franco avait remis lui-même en mains propres les titres de propriété de 250 logements aux « bons » Espagnols, avant de participer à une procession religieuse⁷ et de prononcer un discours dans lequel il n'avait pas manqué de vanter, à nouveau, l'héroïsme de Belchite. Mais, cette fois, en justifiant le nécessaire recours à la violence et le maintien d'une terreur qu'il rationalise politiquement et idéologiquement dans son idée de « salvation nationale » face à un ennemi marxiste trompé par l'influence de l'appareil communiste international :

« Belchite a été la forteresse qui a résisté à la furie rouge-communiste [...]. C'est pourquoi la bataille de Belchite a une place d'honneur dans l'histoire de notre croisade [...]. Aujourd'hui, nous savons par les récits des étrangers rouges enrôlés par le communisme international qu'il y avait, pour la défense de Belchite, un plan organisé depuis Moscou et supervisé par Staline [...]. Le paradis et la justice sont offerts, des services et des sacrifices sont demandés et, sous le terrorisme rouge, les nations se convertissent en d'énormes prisons [...]. Nous devons unir les espagnols dans une même marche et direction : pour la grandeur de la patrie et pour la poursuite de nos idéaux [...]. Aujourd'hui, nous marchons vers des formes nouvelles, croyez-le ou non : l'ancien est inutile. Nous avons besoin d'efficacité, que tous les idéaux qui sont dans nos cœurs et les vôtres deviennent des réalités. » (la traduction est la mienne⁸)

Quelle que soit la forme idéologique qu'il prend, tout pouvoir totalitaire tente d'établir et de maintenir un ordre cognitif de référence contre l'ennemi parce que celui-ci n'est jamais réellement présent en tant que tel dans la population d'un pays. Malgré la guerre civile, il a fallu aller le chercher, le créer, le nommer et le construire à travers une révision et une réécriture de l'Histoire. Ainsi, dans son discours, après avoir démasqué l'ennemi « rouge-communiste » comme s'il s'agissait d'un événement mythique, Franco octroie à la bataille de Belchite une signification sacrée, celle d'une « croisade ». En effet, extraire un ennemi du « passé historique » n'est pas suffisant pour qu'il puisse jouer son rôle

⁶ - Voir le récit de M. Vaquero, « Belchite ¿ Monumento o dolor ? », *La Vanguardia*, 9 octobre 2002. Fils de Belchite, il est militant de l'UGT (Union générale des travailleurs) quand éclate la guerre civile. Son père est fusillé en 1938 et lui même condamné à 20 ans de prison. Il reste prisonnier trois années à Zaragoza avant de passer un an au camp de Belchite.

⁷ - J. Baró Quesada, « El generalísimo hace entrega en Belchite de los títulos de propiedad de 250 viviendas », *ABC*, le 14 octobre 1954.

⁸ - « Belchite fue bastión que aguantó la furia rojo comunista [...]. Por esto la batalla de Belchite tiene un puesto de honor en la historia de nuestra Cruzada [...]. Hoy se sabe por los relatos escritos por los rojos extranjeros que el comunismo internacional enroló en las filas rojas, defensa de Belchite hubo un plan mandado desde Moscú y que pregonaba supervisado por Stalin. Se ofrece el paraíso y la justicia, se piden servicios y sacrificios, y bajo el terrorismo rojo se convierte a las naciones en unas enormes cárceles [...]. Teníamos que unir a los españoles en una misma marcha y dirección : en la grandeza de la Patria, en la consecución de nuestros ideales [...]. Hoy se camina hacia formas nuevas, quieranlo o no : lo antiguo es inservible. E necesita la eficacia, que todos los ideales que están en nuestros corazones y en los vuestros se plasmen en realidades. »

créateur de division et rendre plausible sa permanence. Sa construction doit aussi être assimilée par la mémoire collective. L'invention d'une conspiration communiste internationale contre Belchite en prémisses de la Guerre froide, effective au moment de l'énonciation, peut être entendue non seulement comme une justification de la violence et de la terreur mais aussi comme un avertissement ayant pour objectif de compromettre la mémoire : la victoire de l'ennemi inaugurerait un processus de conversion de la nation en « colonie soviétique ». Comme Harry Pross le souligne, « avoir un symbole d'ennemi extérieur est indispensable pour un régime qui prétend mener en paix ses affaires internes parce qu'il met en évidence une démarcation entre l'intérieur et l'extérieur. L'absence de négation extérieure prive d'une grande part de sa splendeur l'ordre interne » (Pross, 1983 : 63 ; la traduction est la mienne). Ainsi, dans les années d'isolement international qui suivent la Deuxième Guerre Mondiale, parallèlement aux récits sur l'esprit de la « croisade », la propagande sur l'ennemi extérieur s'intensifie. De cette façon, Franco refuse de reconnaître le caractère « civil » de la guerre déclenchée par sa tentative ratée de coup d'État. En outre, l'utilisation du terme officiel de « croisade » crée une sorte d'« hyper codification » (Eco, 1985) de l'ennemi qui, à travers la reproduction constante d'une rhétorique connotative et dichotomique, entrave toute autre interprétation des faits : paradis, justice/services, sacrifices. En même temps que le mythe de la nécessité du soulèvement militaire construit par les vainqueurs est maintenu actif, Franco installe une hiérarchie idéologique de valeurs, depuis laquelle il attribue à la « mémoire commune » de Belchite des qualités particulières qui la convertissent en un élément de référence dans la construction de l'identité collective de la nation. De cette manière, il impose une interprétation des faits consistant à légitimer son régime comme instaurateur d'une nouvelle ère historique nécessaire et inévitable pour sauver la souveraineté nationale.

De toute évidence, la mémoire de Belchite illustre parfaitement la volonté de Franco de perpétuer le souvenir glorieux de la guerre civile et de légitimer son pouvoir derrière une instrumentalisation symbolique de la terreur. Visible et omniprésente dans tous les coins de la localité, elle doit absolument faire partie intégrante de la vie quotidienne de la population. Durant la transition, par manque de conviction ou par peur de réactions, aucune autorité institutionnelle espagnole n'interviendra sur cet héritage du passé. Par la suite, aucune action politique forte n'a essayé de réduire sa portée.

Aujourd'hui encore, les ruines du vieux Belchite sont à l'abandon, comme si l'on attendait que le temps fasse par lui-même le travail de mémoire ou d'oubli. Face à la mairie du nouveau village, on pouvait voir encore récemment un monument où était inscrit : « Moi, je vous jure que sur les ruines de Belchite sera édifiée une belle et grande ville en hommage à son héroïsme sans égal. Franco, 1937-1954 ». Mais ce symbole ayant été détruit à plusieurs reprises, non sans polémiques, la mairie a finalement renoncé définitivement à le conserver. De même, avant l'application par la mairesse socialiste de la loi controversée de « mémoire historique », votée au Congrès en 2007, toutes les rues du « Belchite nouveau » maintenaient la nomenclature franquiste : place du « généralissime », rue de la victoire, rue du 18 juillet, rue de Calvo Sotelo, avenue José Antonio Primo de Rivera... Et, en réponse aux suppressions effectuées, une reproduction forgée de l'emblème de la phalange espagnole de près deux mètres avait été accrochée sur la façade d'un immeuble face à l'église et à la mairie, sans que cette dernière puisse intervenir légalement dans la mesure où il s'agissait d'une propriété privée⁹. Ce contexte politique de la mémoire replace les relations de pouvoir et d'hégémonie sur le terrain privilégié de la définition et de la circulation des souvenirs et met en évidence une projection des luttes

⁹ - F.V.L., « Un símbolo franquista en zona privada », *El Periódico de Aragón*, 21 février 2012.

passées dans le présent.

Au-delà du caractère purement local du phénomène dû à l'importante charge symbolique et mythique déposée par Franco à Belchite, il convient de préciser qu'il ne s'agit nullement d'un fait isolé en Espagne. En réalité, Belchite a été voulu et laissé par le franquisme comme un espace supplémentaire de socialisation politique et idéologique, au même titre que de nombreux autres marqueurs dont la persistance témoigne aujourd'hui d'une mémoire collective souvent confondue avec celle des « deux Espagnes » (Aguilar Fernández, 1996).

De fait, au début même de la guerre, Franco met en place un plan discriminatoire de construction d'espaces symboliques sur toute la péninsule ibérique afin de conférer le statut de « héros » ou de « martyrs » aux morts de la « bande nationale » de la guerre civile et cultiver par la suite les signes de sa victoire : monuments se référant à la mémoire d'importantes personnalités militaires, politiques et idéologiques du régime comme, par exemple, celui du Général Mola à Alcocero (Burgos) ; monolithes dédiés aux morts locaux de la « bande nationale » durant la guerre civile, toujours conservés dans de nombreux villages d'Espagne ; grands édifices militaires et patriotiques tels que le Llano Amarillo à Ceuta ou l'Arc de la victoire à Madrid ; et, surtout, le Valle de los Caídos qui est, par excellence, la consécration symbolique du franquisme.



● Fig.2 : vue extérieure du monument du Valle de los Caídos

© Jean-François Macé, 2006

Cette « patrimonialisation », destinée à fixer et à entretenir dans le temps une perception historique unilatérale du franquisme et à propager « l'illusion d'une mémoire commune » (Young, 1993), sera entretenue, dans une proportion moindre (petits bustes et statues surgissent ça et là¹⁰), après la mort de Franco en 1975. Pour les milieux sociaux et politiques les plus conservateurs, l'implantation de ces monuments est une manière de résister aux changements qu'ils perçoivent comme un affront à leur puissance passée, un moyen de conserver l'illusion pérenne de leurs idéaux. Cette défense des symboles de la dictature, et, à travers eux, de la mémoire de ses principes légitimateurs, profite alors d'une transition politique n'impliquant aucune rupture radicale avec le régime antérieur. En effet, l'ancien prétoire de la dictature régule sa propre dissolution en s'assurant un minimum de contrôle sur le pouvoir. Il faut attendre l'adoption de la Constitution en 1978, et surtout les premières élections municipales de 1979, pour voir se réaliser les premières interventions. Cette ouverture favorise naturellement un mouvement de démocratisation de la relation au passé, d'où surgissent des discours jusqu'alors censurés, ce qui, dans la réécriture de l'histoire (Capdevila et Langue, 2009), provoque des luttes symboliques autour du sens que chacun veut lui donner. Mais ce mouvement est rapidement freiné par la peur que réactive la tentative de coup d'État du 23 février 1981 ainsi que par

¹⁰ - Par exemple, une statue de Franco sera élevée à Melilla en 1977.

l'instrumentalisation qu'en fait la classe politique. La question des symboles franquistes ne ressurgit avec force dans le débat public qu'au début des années 2000 : au moment où les premières exhumations des fosses communes de la guerre civile, réalisées par l'Association pour la Récupération de la Mémoire Historique, mettent en évidence la relève générationnelle des petits-fils de victimes du franquisme dans le mouvement mémoriel et où se crée la Fondation Franco sous les auspices économiques du gouvernement Aznar (Parti Populaire). En réponse à ce renouveau mémoriel, le gouvernement socialiste de J.-L. Rodriguez Zapatero crée en 2006 une « Commission pour les situations des victimes » et réussit à promulguer en 2007, non sans moult polémiques et disputes, une loi dite de « mémoire historique ». Cependant, la persistance d'inégalités institutionnelles et un réel déséquilibre autour de la mémoire de cette délicate période historique de la guerre civile et de sa représentation matérielle restent flagrants. Elles mettent en évidence les déficiences et les contradictions de cette loi.

À Belchite, et sur presque tout le territoire national, la permanence des reliques franquistes amène à poser la question du processus de continuité des héritages du passé récent, et à s'interroger sur les blocages politiques qui leur permettent d'exister encore et de se maintenir (Macé, 2012). Car, en plus d'être des objets de mémoire, ces restes du franquisme répondent aussi à des intérêts idéologiques et, en premier lieu, à ceux des deux piliers du régime dictatorial, la Phalange espagnole et l'Église catholique. Un travail ethnographique ciblé sur les plaques phalangistes des nombreuses façades d'église et du Valle de los Caídos, qui symbolisent encore l'âge d'or de l'alliance entre les deux protagonistes, va nous permettre d'illustrer notre propos.

Autour des plaques phalangistes sur les murs des églises

De toute évidence, la société espagnole actuelle reste profondément et durablement marquée par la guerre civile et par le franquisme. Les mémoires et les esprits s'échauffent encore autour de cette période historique, dont l'interprétation continue de générer d'incessantes controverses sociales, politiques, universitaires et juridiques. Parallèlement, l'attitude de résistance et de « boycott » des groupes conservateurs se fait de plus en plus explicite. Les obstacles qu'ils mettent à toute condamnation de la dictature, leur opposition systématique à l'élimination des symboles du régime franquiste, et plus spécifiquement ceux impliquant ses protagonistes politiques et religieux, sont manifestes. À ce titre, la permanence des plaques phalangistes sur les façades des églises est véritablement significative.

Comme le rappellent plusieurs historiens, la recherche d'assises légitimatrices a été une préoccupation constante au sein de l'appareil étatique franquiste. C'est bien dans ce souci que s'est faite l'unification de la Phalange et des Carlistes et que s'est constitué le Mouvement National, devenu ensuite le parti politique unique du « nouvel État ». Grâce à ce dernier, la dictature a pu construire, dans divers secteurs de la société, les coalitions et les ramifications nécessaires à sa survie et entretenir les contributions humaines et financières indispensables à sa stabilité. Et, comme nous l'enseigne la littérature politique, les régimes durent plus longtemps lorsqu'ils réussissent à se concilier des groupes politiques puissants. En leur promettant récompenses et association aux négociations et aux décisions, ils évitent ainsi de les verser dans l'opposition (Brownlee, 2004).

Bien que cela n'apparaisse pas comme une obligation dans le décret du 16 novembre 1938 proclamant le 20 novembre « jour de deuil national » en mémoire de José Antonio Primo de Rivera¹¹, la majorité des inscriptions en lien avec la guerre civile sont estampillées

¹¹ - Fondateur de la Phalange fusillé en 1936 pour rébellion militaire.

de son nom. De même, la décision d'inscrire les noms des morts de la « bande nationale » juste à côté du sien sur les plaques « morts pour Dieu et l'Espagne », apposées sur toutes les façades d'église, est prise en 1939 par la junte politique de la Phalange. Au début des années 1940, alors qu'il s'agit de renforcer le contrôle sur la population, plusieurs accords avec les autorités ecclésiastiques sont conclus par la même Phalange : « l'interprétation catholique de la vie est la vérité ». Les plaques installées sur tous les murs des églises – en représailles à la politique laïque de la Deuxième République et à la fameuse phrase du président Manuel Azaña « l'Espagne a cessé d'être catholique » – démontrent la disposition du clergé de l'époque à collaborer avec le régime pour faire admettre à la société que la guerre est rendue nécessaire par une lutte légitime contre les « Rouges athées ». Ces plaques témoignent de la connivence et de l'appui de l'Église à la stabilisation de la dictature. Certains curés participent activement à la répression en dénonçant aux tribunaux ceux de leurs fidèles qui sont républicains. D'autres jouent également un rôle important dans l'approvisionnement humain des centres pénitenciers, en particulier en direction des prisons de femmes et des établissements préventifs de jeunes. Les enfants sont tenus d'expié les « pêchés » de leurs parents et sont soumis aux mauvais traitements. Pendant mes enquêtes de terrain, j'ai pu relever plusieurs témoignages sur la violence physique et psychologique exercée par des personnels religieux.

Convertie en agence de désarmement de la « désobéissance » et de l'« insubordination », aveugle devant les morts et les tortures, l'Église a su tirer parti politiquement et historiquement de son alliance avec Franco. De fait, le Concordat de 1953 signé avec le Vatican indique une sorte de remerciement officiel pour son aide dans la « gestion de la paix » et pour son labeur dans « l'éducation » du peuple auquel elle inculque ses valeurs morales et ses principes dogmatiques. Aujourd'hui, il semble que ce soit l'Église qui s'estime redevable. Le 28 octobre 2007, trois jours avant l'approbation par le Parlement de la loi sur la « mémoire historique », on assiste à Rome à la béatification massive de 498 prêtres espagnols « bienveillants » choisis parmi les 7000 exécutés par les Républicains pendant la guerre civile¹². De même, si, durant la transition, quelques plaques associées au nom de José Primo de Rivera seront décrochées des murs au cours de travaux, aujourd'hui, certaines sont restaurées. C'est ainsi qu'en 2010, les deux plaques et le monument aux morts de l'église de Ciempozuelos font l'objet d'une nouvelle jeunesse. La mairesse (Parti Populaire) allègue que le nettoyage de la peinture rouge dont il était entaché a été effectué, gracieusement, par l'entreprise privée qui a enlevé le marché pour l'entretien des jardins de la municipalité. On voit bien comment les actions de nostalgie du franquisme réussissent encore à se fondre dans l'actuel État de droit.



● Fig.3 : monument de l'église de Ciempozuelos (Madrid), avant sa restauration

À cet égard, la loi sur la « mémoire historique » paraît comporter quelques faiblesses. Elle prévoit, par exemple, le retrait des monuments et des symboles franquistes par les autorités responsables de leur conservation qui en ont la propriété, si ceux-ci exaltent « une seule des factions ennemies » de la guerre civile, « s'identifient » à la dictature, s'ils ne représentent aucune valeur artistique ou culturelle. Dans de telles conditions, le destin de ces monuments reste entre les mains des réseaux

¹² - Cette béatification est numériquement la plus importante de l'histoire de l'Église et vient s'ajouter aux 479 réalisées durant la dictature.

et des majorités politiques locales. L'importante marge d'interprétation proposée par ce texte de loi tend, en définitive, à ne pas ouvrir la porte à un processus général de démantèlement des symboles franquistes. Enfin, cette loi n'empêche en rien leur réhabilitation.

Le sens des indices et des signes déposés par le franquisme est ainsi régulièrement réactivé par des acteurs sociaux et institutionnels qui se le réapproprient en fonction des circonstances et de la scène politique dans lesquelles ils développent leurs stratégies et leurs projets (Jelin, 2002 : 2). En d'autres termes, en l'absence d'une condamnation officielle ferme du franquisme, les instrumentalisation politiques finissent par donner raison aux nostalgiques de la dictature. Le souvenir de la guerre civile reste le support essentiel de la recherche de légitimité et du processus de socialisation politique et idéologique du régime franquiste. Son influence et ses effets sur la mémoire de cette période ont formé une temporalité historique et un paysage mémoriel dont les représentations symboliques et matérielles restent toujours actives dans l'actualité.

La présence de ces marques revient sans cesse questionner la dimension historique de la mémoire du franquisme et confirme qu'un corpus tenace de la culture dominante qu'il a longtemps imposé a infiltré la société. On ne saurait passer ici au peigne fin toutes les manifestations. Mais on peut aisément comprendre comment elles opèrent et fonctionnent ensemble. Que ce soit par la manière de présenter les faits à la population ou par l'implantation d'une symbolique racoleuse, ce ne sont que manœuvres délibérées de mémoire contrainte ou d'oubli arrangé, destinées à donner un sens historique particulier au « nouvel État ». Mais combien de temps va encore perdurer cette situation conflictuelle de soumission de la mémoire collective dans la représentation officielle du passé découlant des déformations et des silences du franquisme ? Le pays, partagé entre doute et vérité, ne souffrirait-il pas d'une sorte de schizophrénie mémorielle définitive, intraitable, alimentée de résistances aux changements, comme de controverses autour des symboles de la dictature ? Les défenseurs du franquisme veulent conserver la mémoire de leur pouvoir pour essayer d'en prolonger l'impact dans le futur et les victimes tentent de défendre leur dignité par la recherche d'une estime sociale et d'une réhabilitation dont elles se sentent injustement privées.

Les traces, lorsqu'elles échappent à l'oubli ou lorsqu'elles sont investies par l'émotion collective (Nora, 1984-1992), se voient converties en marques d'organisation sociale et politique de la mémoire. C'est précisément autour de ces modes de construction/déconstruction/reconstruction de la mémoire que je centrerai mon analyse sur le cas chilien.

Le cas chilien : le mémorial du cimetière général de Santiago et Londres 38

Le mémorial des détenus-disparus et exécutés politiques du cimetière général de Santiago

Au Chili, dans le cadre du retour à la démocratie en 1990, l'une des premières initiatives du gouvernement de Patricio Aylwin a été de convoquer la Commission Nationale pour la Vérité et la Réconciliation, plus connue sous le nom de « Commission Rettig ». Celle-ci peut être considérée comme le premier pas officiel vers une reconnaissance du droit des familles à connaître la vérité sur la détention et la disparition de leurs proches durant la dictature de Pinochet et à obtenir des réparations matérielles et symboliques en compensation de la répression subie pendant 17 ans. Le premier rapport

de cette commission, qui ne manque pas d'ambiguïté, propose deux mesures : « élever un monument qui énumère toutes les victimes et les morts de chaque côté » et « construire un parc public en mémoire des victimes qui soit un lieu de commémoration »¹³. En d'autres termes, le rapport Rettig préconise que la mémoire institutionnalisée par l'État soit en mesure de produire une narration commune du passé dictatorial pour tous les Chiliens, tout en réhabilitant symboliquement les victimes du régime militaire. Alors que l'opposition de droite insiste pour élever un monument comme symbole de réconciliation, les familles de détenus-disparus s'indignent à l'idée de voir les noms de leurs victimes figurer aux côtés de ceux de leurs « bourreaux »¹⁴. C'est dans ce contexte tendu que se décide, sous la responsabilité du sous-secrétaire de l'intérieur, Belisario Velasco, la construction du mémorial des détenus-disparus et exécutés politiques du cimetière général de la Recoleta à Santiago.

Le projet de monument, auquel participent plusieurs artistes de renom¹⁵, est préparé en étroite concertation avec l'Association de Familles de Détenus-Disparus et celle des Exécutés Politiques. Dans le rapport Rettig, il apparaît comme une proposition des familles retenue par la Commission en tant que réparation symbolique. Cependant, comme le souligne Antonia Garcia Castro, pour ces familles, « le monument aura une fonction pratique, celle de constituer un espace où pourront être enterrés les corps de leurs disparus, une fois qu'ils auront été retrouvés » (Garcia Castro, 2002 : 153).

La première pierre du monument est posée le 9 septembre 1990, mais l'inauguration n'aura lieu que le 26 février 1994, juste un mois avant la passation du pouvoir entre les présidents Aylwin et Frei, durant les vacances d'été et en l'absence de hauts fonctionnaires ministériels. Ce retard trouve sa principale explication dans les fortes polémiques entre les familles de victimes et les forces armées et/ou leurs alliés politiques autour de sa configuration historique et symbolique (Wilde, 1999 ; Cavallo, 1998). Par la suite, le projet du monument fera encore l'objet de nombreux déboires et amendements ayant trait, par exemple, aux 3000 noms qui y sont consignés. Les additions et suppressions régulièrement effectuées sous prétexte de travaux – les dernières en janvier 2006 – peuvent être considérées comme un archétype de la difficile reconstruction sociale et politique de la mémoire historique au Chili. D'ailleurs, la plaquette touristique du cimetière, publiée la même année par la commune de la Recoleta, insiste sur « la réparation nationale que rend possible le rapport Rettig » et sur « toutes les initiatives qui permettront que les divisions du passé s'estompent, et qu'aujourd'hui le futur puisse se déployer dans l'unité nationale ». Ce n'est finalement qu'en deux lignes que sont évoqués, à propos du mémorial, les droits de l'homme et le droit au deuil.

Le monument se présente comme un grand mur de marbre d'environ dix mètres de haut et huit de large, où sont gravées deux listes distinctes de noms. À gauche, la colonne des détenus-disparus avec leur nom, leur date de détention et leur âge au moment de la disparition. À droite, celle des exécutés politiques avec leur nom, leur date d'exécution et leur âge au moment des faits. Entre ces deux listes apparaît le nom de Salvador Allende et, au-dessus, en grandes lettres, une phrase du poète Raúl Zurita : « Tout mon amour est ici et il est resté suspendu aux roches, à la mer et aux montagnes ». À la base du mur, s'amassent de petits arbustes et des rochers entre lesquels coule une petite cascade. Les

¹³ - Rapport CNVR, Ed. del diario La Nación, Santiago, 1991, pp. 185-186.

¹⁴ - Un refus qui émane de « Renovación Nacional ».

¹⁵ - Comme, par exemple, Claudio Di Girólamo, Nemesio Antúnez ou Francisco Gacitúa.

zones libres servent à déposer des fleurs, des lettres, des photographies de détenus-disparus et autres souvenirs. Cette installation débouche sur une petite place autour de laquelle se trouvent des bancs pour que les familles puissent venir méditer devant le mémorial et prendre possession, pour un moment, de cet espace. Au centre de cette rotonde, reposent quatre statues de granit représentant les visages d'un homme, d'une femme, d'un enfant et d'un vieillard. Elles symbolisent la connexion entre la mémoire des familles de victimes et la dignité volée du peuple chilien. Elles matérialisent ainsi le transfert de la douleur de l'espace privé des familles vers la reconnaissance publique du deuil. De fait, ce mémorial constitue autant un support de dévotion personnelle pour les familles que d'évocation de la mémoire historique du Chili. De chaque côté du mur, 200 niches funéraires ont été construites pour permettre aux familles d'y déposer des urnes, lorsque les restes de leurs proches auront été retrouvés. En avril 2008, plus de 215 niches restaient vides. Ce chiffre contraste aujourd'hui avec les promesses des gouvernements démocratiques pour clarifier les 1200 disparitions durant la dictature. Dans ces conditions, inéluctablement, la mémoire de la disparition vient remettre en question l'identité historique du pays et met en évidence les tensions existantes entre le poids et les rejets du passé.



© Jean-François Macé, 2007



© Jean-François Macé, 2007

● Fig. 4 : mémorial du cimetière général de Santiago et ses niches funéraires

La volonté des familles de maintenir vivant le souvenir de leurs détenus-disparus se reflète dans leurs tentatives, maintes fois réitérées, d'attirer l'attention et d'obtenir suffisamment d'appuis pour pouvoir donner une conscience institutionnelle à leur recherche de vérité et de justice. Le mémorial possède cette vertu spécifique de catharsis où la solidarité s'exprime. Depuis 1995, une partie des commémorations anniversaires du coup d'État du 11 septembre s'y célèbrent, en dépit des habituels affrontements de rues avec les carabiniers profitant de la situation pour essayer de dissoudre l'ensemble de la marche en provenance du Palais de la Moneda avant qu'elle n'arrive au cimetière. Les commémorations de 1998, lorsque Pinochet abandonne son poste de Commandant en chef des forces armées, seront les plus explosives. Celles de 1999, tandis que Pinochet est détenu à Londres, se révèlent manifestement beaucoup plus pacifiques, malgré le grand nombre de Chiliens venus s'unir ce jour-là aux associations et organismes habituels.



● Fig. 5 : intervention policière à l'entrée du cimetière général de Santiago le 11 septembre 2008

Par la suite, les revendications contre les violations des droits de l'Homme prendront une dimension collective, bien au-delà du traumatisme exclusif des familles et amis de détenus-disparus. Cependant, avec le temps, le mémorial semble perdre progressivement cette capacité militante. Plusieurs explications peuvent être avancées : l'effet générationnel, la dispersion naturelle des témoins, la permanence d'une société fortement segmentée en classes sociales et politiquement subdivisée, une politique publique de réaffirmation des droits de l'homme peu convaincante... Enfin, il faut prendre en considération la multiplication des commémorations officielles ces dernières années ainsi que l'augmentation des « monuments historiques » qui, en définitive, dispersent la mémoire dans le grand Santiago mais aussi sur tout le territoire national¹⁶ : les mines de Lonquén en 1996, le centre clandestin de torture et de disparition au 1367 de la rue José Domingo Cañas en 2002, le Stade national en 2003, le parc pour la paix Villa Grimaldi en 2004, Nido 20 et 38 en 2005, le Patio 29 en 2006, le camp de Pisagua en 2008... Tous ces lieux constituent des registres visibles, des marques territoriales qui symbolisent le passé récent de la ville, et du pays en général, des espaces de mémoire se proposant de contrer les formes historiques du silence et de l'oubli. Toutefois, dans leurs projections politiques et sociales comme dans leurs configurations, tous n'impliquent pas les mêmes degrés de développement, de présence et d'interaction. En réalité, bien qu'ils participent à une condamnation légitime des violations des droits de l'Homme, ils réunissent rarement les conditions nécessaires pour prétendre penser *dans* et *avec* l'histoire et, encore moins, pour s'établir comme des cadres durables de compréhension du passé permettant à la mémoire de faire l'exercice d'une réflexion critique sur les origines et les conséquences de la dictature. Sur cet aspect, le cas de Londres 38 nous apparaît particulièrement intéressant.

Londres 38 et sa mémoire alternative

Bien qu'également classé « monument historique » depuis 2005, dans son élaboration et sa configuration en tant que lieu de mémoire, Londres 38 constitue une proposition entièrement nouvelle et alternative dans la façon d'intervenir sur le sens du passé dans l'espace public. En effet, Londres 38 est bien plus qu'un lieu d'institutionnalisation et de commémoration, le poids de sa signification symbolique est avant tout lié à sa capacité de convoquer, de manière réflexive, critique et dynamique, la mémoire des personnes qui le parcourent. En plus de transporter dans le présent une conscience du passé, il contribue aussi à ouvrir les débats sur ce qui a été fait et ce qu'il reste encore à faire. Sa valeur historique et son importance symbolique renvoient à plusieurs « strates » mémorielles.

Tout d'abord, Londres 38, fait partie du premier maillon de la chaîne des centres illégaux de détention et de torture utilisés par le personnel de la DINA (Dirección de inteligencia nacional, la police secrète de Pinochet) dans la région métropolitaine de

¹⁶ - Ministerio de los Bienes Nacionales, « Un catastro para la memoria, la lista de más de 500 centros de detención y tortura bajo la dictadura », 2007: http://www.bienes.cl/memorial.asp?seccion=39&contenido=1346&ID_PADRE=1



● Fig. 6 : la maison Londres 38

Santiago. Il a fonctionné de novembre 1973 jusqu'aux derniers jours de septembre 1974. Les prisonniers y arrivent en camion réfrigéré et hermétique, pendus par les pieds, tête en bas, comme des quartiers de viande, avant d'être fichés, enregistrés et interrogés sous la torture au troisième étage de la maison. Ils conservent, jour et nuit, les yeux bandés ainsi que les pieds et poings liés. Leurs uniques points de repère spatio-temporels sont les cris des autres torturés et le son caractéristique des cloches de l'église San Francisco toute proche, qui permettra ensuite à quelques survivants de localiser le lieu¹⁷. Londres 38 s'offre ainsi à la fois comme une scène, une marque et un témoignage du mode opératif de la violence politique et de la disparition forcée. Il atteste aussi du passage de l'exercice d'une répression sociale et politique indiscriminée de masse, mise en place dès septembre 1973, à une autre, plus sélective et systématique, contre les partis de gauche à partir de mai 1974. Dans ce centre, selon les rapports Rettig et Valech, entre mai et septembre 1974, près de 1100 personnes sont détenues et torturées et 96 disparaissent.

Par ailleurs, ce n'est sans doute pas une coïncidence si, avant le coup d'État, à cette même adresse, le Parti socialiste avait son bureau de la huitième circonscription de Santiago. Cet endroit ne porte donc pas seulement les traces de l'anéantissement physique de « l'ennemi », mais aussi celui de sa destruction symbolique. Il matérialise les souffrances et les frustrations infligées par un régime autoritaire, destructeur des droits individuels, et, avec eux, des projets de vie.

Enfin, si Londres 38 symbolise le fonctionnement répressif occulte du régime, il révèle aussi sa volonté de brouiller les pistes dans sa tentative de cacher, puis ultérieurement, d'effacer toute trace mémorielle. En effet, juste après la fermeture du centre de réclusion, en réponse à plusieurs plaintes pour enlèvements et tortures déposées dans des tribunaux étrangers, le régime fait changer le numéro 38 de la maison par le 40. Cette nouvelle numérotation complique sa localisation et discrédite les plaintes. Cependant, afin de s'assurer de ne laisser aucune preuve, Pinochet signe lui-même le décret n° 964 du 29 novembre 1978, cédant l'immeuble à l'Institut O'Higgins¹⁸, un organisme militaire associatif dirigé par son ancien Ministre de la Défense, le général Washington Carrasco¹⁹.

¹⁷ - Londres 38 est également appelé « maison de l'horreur » ou « des cloches » par les familles et « Yucatan » dans le jargon militaire (Sepulveda, 2008).

¹⁸ - Officiellement, celui-ci s'occupe de promouvoir la bibliographie, les valeurs et l'œuvre de Bernardo O'Higgins, considéré comme l'un des « Pères de la Patrie chilienne » pour avoir été l'un des militaires à l'origine de son indépendance et son premier chef d'État.

¹⁹ - Parmi les personnalités militaires et intellectuelles de l'Institut O'Higgins, connues pour leur participation au coup d'État, se trouvent aussi : Jorge Ibáñez Vergara, Jorge Iturriaga Moreira, Germán Sepúlveda Durán, Yerko Torrejón Koscina, Miguel Hauma Hananías ou Francisca Rosenfeld Morales.

Il convient ici de souligner le bon état de conservation de l'immeuble qui, à la différence d'autres lieux de mémoire volontairement détruits, comme par exemple la maison Grimaldi, cherche à mettre en évidence la signalisation matérielle mémorielle tout en l'inscrivant dans la durée. Une stratégie abandonnée par le régime à la fin des années 1980 pour une politique de destruction des traces qui risqueraient de le faire incriminer dans le futur et qui se prolongera, de manière discrète et illégale, durant la transition démocratique.

Mais, dans le cas de Londres 38, même si le régime est pris la main dans le sac, l'idée de le faire disparaître ne vient que plus tard. Pourtant, dès 1979, une enquête sur la disparition de Jaime Buzio avait confirmé son utilisation comme centre de répression et, l'année suivante, l'ex-chef de la DIN, Manuel Contreras, l'un des rares militaires condamnés par la justice chilienne, admet publiquement les faits. À l'heure de l'ouverture du Chili à la démocratie, d'autres procès sont lancés. En 1992, dans le cadre de l'enquête sur la mort d'Alfonso Chanfreau, la justice requiert une reconstitution des faits reposant sur plusieurs témoignages²⁰. Au même moment, le Parti socialiste débat de la récupération de ses locaux. Mais, en 2001, il y renonce en acceptant la compensation financière prévue par la loi sur les biens confisqués durant la dictature. C'est dans ce contexte que des survivants et des familles de victimes découvrent que l'Institut O'Higgins planifie de démolir l'immeuble et décident de créer le Collectif Londres 38²¹ et de se mobiliser, avec le « Collectif 119 : familles et amis »²², pour obtenir sa préservation et sa protection officielle.

Alléguant qu'il doit continuer à fonctionner, l'Institut réclame 250 millions de pesos (335 000 euros) à l'État pour quitter le bâtiment. En mars 2005, la Ministre des Biens Nationaux du gouvernement Lagos, Sonia Tchorne, cherche à résoudre le problème en proposant un échange de propriétés. Mais, l'Institut réclame des immeubles bien au-dessus de la valeur de Londres 38. Cette situation accroît évidemment le mécontentement des familles. En août 2005, le Collectif 119 décide d'agir en organisant les premiers *velatones*²³. Tous les jeudis, vers huit heures du soir, des centaines de personnes se rassemblent devant le 38 de la rue de Londres. Les volets métalliques de l'Institut se ferment rapidement et des banderoles réclamant « justice, mémoire, et vérité » ou « procès à Pinochet, sanction pour les coupables » sont déployées. Des participants portent au cou ou brandissent des photographies de leurs disparus. Les interrogations sur leur disparition et des revendications sont transmises par mégaphone. Le numéro 38 est peint sur le 40 de la maison et la façade se voit recouverte d'inscriptions tel que « ici on a torturé et assassiné ». Des photos de disparus, ainsi que des bougies, sont déposées sur les rebords de l'édifice. Il arrive que des artistes interviennent en interprétant, par exemple, des chansons de Victor Jara²⁴ ou en mettant en scène l'histoire de la disparition.

²⁰ - Parmi eux, 10 ex-prisonniers et trois ex-agents de la DIN.

²¹ - Regroupant d'anciens détenus, des proches de disparus et des militants de gauche non encartés, le Collectif Londres 38 a pour objectif de contribuer à la connaissance et à la transmission des mémoires et de l'histoire du lieu, de ses protagonistes et de l'expérience de lutte et de résistance.

²² - Regroupant des familles et des amis de 119 disparus dans le cadre de « l'opération colombo », ce collectif se donne pour objectifs l'établissement de la « vérité » historique, l'identification des criminels du régime militaire, l'établissement d'un sens non restrictif au concept de « violence politique » en dénonçant publiquement les silences officiels d'hier et d'aujourd'hui. On retrouverait 47 des 96 disparus de Londres 38 dans la liste des « 119 ».

²³ - Manifestation ou commémoration durant laquelle sont allumées des bougies.

²⁴ - Victor Jara était musicien, chanteur, directeur de théâtre et activiste politique du Parti communiste chilien. Il sera torturé et assassiné le 16 septembre 1973, quelques jours après le coup d'État, par les forces répressives de la dictature dans l'ancien stade Chile qui porte aujourd'hui son nom.



© Jean-François Macé, 2006

● Fig. 7: un *velación* à Londres 38

© Jean-François Macé, 2006

Comme l'explique le président du Collectif 119, Roberto D'Orival, l'objectif de ces *velaciones* est de « convaincre la communauté de la justesse » de la lutte et de « contribuer à la transformation de cet espace en maison de la mémoire afin d'attirer son attention sur les Droits de l'Homme ». En d'autres termes, il s'agit de « gagner l'adhésion et de réveiller la conscience des habitants de Santiago » ainsi que de « convaincre le gouvernement d'être plus honnête sur le thème de la mémoire historique [...] pour éviter que ne se reproduisent les faits des 17 ans de dictature, et créer des espaces où les futures générations pourront savoir ce qui s'est réellement passé » (La traduction est la mienne²⁵). La stratégie du Collectif 119 se révèle payante puisque, le 11 octobre 2005, la maison Londres 38 est classée « monument historique », une plaque commémorative est posée et un nouvel « espace de commémoration de la mémoire historique », contrôlé par la Commission Nationale des Monuments et la Direction du Budget, est annoncé²⁶. Mais les collectifs des familles continuent d'exiger sa récupération pour pouvoir la convertir en « maison de mémoire » et décident de poursuivre leurs *velaciones*. Le rituel se répète ainsi plusieurs mois pacifiquement. Le ton monte. À la suite d'une annonce de vente aux enchères de la maison publiée le 5 février 2006 par l'Institut dans le journal *El Mercurio* et l'intervention des avocats pour déjouer cette tentative, les carabiniers commencent à intervenir régulièrement et de plus en plus violemment. Les responsables du mouvement sont maintes fois arrêtés et menacés physiquement et verbalement. Après l'échec de deux nouvelles négociations gouvernementales et une autre tentative illégale de vente, les associations continuent de dénoncer le fait que, dans le cadre de la loi des Monuments Nationaux, le gouvernement ayant priorité pour acquérir la maison, il se montre trop conciliant avec ceux qui détiennent « une part de responsabilité dans les crimes commis par le régime dictatorial »²⁸.

²⁵ - Entretien informel avec Roberto D'Orival le 18 février 2006 : « convencer a la comunidad de la justeza de nuestra lucha » ; « contribuir a la transformación de este espacio en casa a la memoria con el fin de llamar la atención sobre los Derechos Humanos » ; « lograr la adhesión y despertar la conciencia de los habitantes de Santiago » ; « convencer al gobierno de ser más honesto sobre el tema de la memoria histórica [...] para evitar que se repite los acontecimientos de los 17 años de dictadura y crear espacios donde las futuras generaciones sepan lo que realmente sucedió ».

²⁶ - P. Hidalgo, « Centro de tortura Londres 38 ya es monumento nacional », *La Nación*, 12 octobre 2005.

²⁷ - « Londres 38 : Consejo de Monumentos impide remate de excentro de torturas DINA », publié en ligne le 16 février 2006 : www.elmostrador.cl

²⁸ - « AFDD, Londres 38 debería transformarse en un centro de la memoria », publié en ligne le 20 février 2006 : www.elmostrador.cl



© Jean-François Macé, 2006

● Fig. 8 : intervention policière devant Londres 38

Finally, in August 2007, the government cedes and proceeds to the acquisition of the property. However, even though the associations hand over their detailed projects for the public use that they wish to give to Londres 38, the Ministry of National Goods announces its decision to install its Human Rights offices there. In addition, the collectives mobilize to protest²⁹ against what they consider as a new « erasure » of memory. For Gloria Elgueta, member of the Londres 38 Collective: « this demonstrates that in Chile, there is no government policy that respects the pain of the past. The proof is that all the torture houses have been recovered thanks to personal initiatives, and not to those of the State » (The translation is my own³⁰).

For Gloria Elgueta, the government does not take into account the historical dimension of the demands of the families at the origin of the recovery of Londres 38: « The offices are only offices, and we find it legitimate to question us on what is going to happen now with the place where they tortured, where the prisoners slept, where they gathered every morning... The idea of an Institute of Human Rights has a dimension that is much too vague for a space marked in its entirety by a collective history ! » (The translation is my own³¹).

The families sent a letter to President Bachelet on August 17, 2008, in which they expressed their disagreement and requested a meeting that never took place. Simultaneously, long political debates on the installation or not of a government Human Rights Institute opened in Parliament. On September 9, the

²⁹ - L.N.D., « La pugna por Londres 38 », *La Nación*, 26 août 2007.

³⁰ - Entretien informel avec Gloria Elgueta, le 28 août 2007 : « Esto demuestra que en Chile no existe una política del gobierno que respete el dolor del pasado. La prueba es que todas las casas de torturas fueron recuperados a través de iniciativas personales, y no del Estado ».

³¹ - Entretien informel avec Gloria Elgueta, le 28 août 2007: « Los despachos son sólo despachos, y creamos legítimo preguntarnos sobre lo qué va a pasar ahora con el lugar donde se torturaba, donde los reclusos dormaban, donde se los reuniaban todas las mañanas... La idea de un Instituto de Derechos Humanos tiene una dimensión demasiado confusa para un espacio marcado entero por una historia colectiva! »

gouvernement annonce finalement la création d'un groupe de travail incluant les Collectifs Londres 38 et 119, une cellule gouvernementale des Droits de l'Homme, le Conseil des Monuments Nationaux, des experts financiers et des muséographes, pour organiser le futur « espace de mémoire Londres 38 ».

Une autre raison de l'importance symbolique de Londres 38 est qu'il constitue, pour le moment, le seul espace de mémoire au Chili dont la projection s'est réalisée de bas en haut, même si le centre Londres 38 s'est concrétisé en 2010, grâce à une aide gouvernementale de 270 millions de pesos débloquée à travers les Fonds pour la Récupération des Biens Patrimoniaux de la Banque Interaméricaine au Développement et le gouvernement régional. Mais, maintenant avec aplomb leurs exigences et s'opposant à toute forme de représentation et de narration vide ou simplificatrice du passé, les collectifs ont su éviter de se soumettre au schéma hiérarchique communicationnel et conceptuel de la mémoire officielle. Ce rejet se traduit, par exemple, par le maintien du numéro 38 au-dessus du 40 posé durant la dictature, afin de conserver non seulement la marque de l'occultation mais aussi de signaler le long processus de récupération du lieu. Celui-ci se présente maintenant comme un espace invitant à une réflexion active autour de l'histoire récente du pays, ouvert aux multiples témoignages et récits, et où une mémoire à la fois dynamique et socialisante est entretenue. La maison n'a été soumise à aucune forme de « muséologisation ». Il n'existe aucun guide explicatif préparé à cet effet mais, plutôt, un discours assez peu structuré laissant place aux interrogations, aux dialogues et même parfois à la polémique. Des conférences, des ateliers de recherche, des performances artistiques y sont régulièrement organisés. En réalité, la seule installation artistique et patrimoniale permanente du lieu est son mémorial des détenus-disparus et exécutés politiques, dont la construction a été terminée en septembre 2008 grâce à la participation financière du Programme des Droits de l'Homme du Ministère de l'Intérieur, du Conseil des Monuments Nationaux, du Ministère de Œuvres Publiques et de la Municipalité de Santiago.

Créé par l'artiste María Fernanda Rojas et plusieurs architectes, à partir d'un ensemble d'exigences définies par les familles, ce mémorial est une mosaïque de 100 pierres de marbre blanc et de 180 pavés de granit noir, posée comme revêtement sur deux cents mètres de la rue de Londres, devenue piétonne depuis l'avenue Alameda jusqu'à la rue de Paris. Ces éléments dispersés se concentrent progressivement vers l'entrée du numéro 38 de la maison. Cette scénographie vient rappeler le carrelage noir et blanc que les détenus entrevoyaient parfois sous leur bandeau en entrant dans le centre de détention et de torture. De cette manière, le visiteur est conduit à imaginer les conditions de détention et d'humiliation des détenus. Face à la maison, 96 plaques métalliques, sur lesquelles sont gravées les noms, l'âge et l'appartenance militante des 83 hommes et 13 femmes détenus-disparus dans cet endroit, ont aussi été installées au sol. Elles sont disposées dans l'ordre chronologique des dates de détention. L'idée consiste à fondre l'identité sociale, générationnelle et politique des victimes dans l'histoire nationale tragique réaction du passant, au moment d'emprunter la rue, est intéressante. En effet, la contemplation ou le respect que ces plaques provoquent, ainsi que la manière dont elles ont été disposées, font qu'il est presque impossible de les piétiner ou de les éviter avec indifférence : le faire ou non, pour un court instant au moins, requiert une réflexion qui implique une décision. Ainsi, non seulement le piéton est conduit à s'interroger sur les signifiants au sol mais il est aussi invité à se questionner sur l'attitude du voisinage d'alors qui, par peur ou conviction, a choisi de fermer les yeux sur les allées et venues constantes des camions, d'ignorer les cris des torturés et de garder le silence...



● Fig. 9 : pavement devant la maison de Londres 38

● Fig. 10 : le mémorial de Londres 38



Londres 38, proche des quartiers de la finance, de la Bourse, des banques, des Ministères et, surtout, du Palais de la Moneda, se trouve ainsi chargé d'une symbolique particulière. Le hiatus est puissant car, à la différence de la majorité des lieux de mémoire se trouvant dans les cimetières ou en périphérie des villes, il met non seulement en évidence la « centralité symbolique de la violence » (Lazzara, 2011 : 78) exercée pendant la dictature, mais il établit aussi la culpabilité de ceux qui n'ont pas voulu voir ou savoir, y compris durant la transition démocratique. Dans cette logique, Londres 38 peut être considéré comme une marque puissante dans le centre de la capitale, permettant de suivre la piste d'une histoire pleine de manipulations et de silences. En plus de se constituer en témoignage de l'expérience vécue, il conduit à remettre en question l'expérience traumatisante de la perpétuation des effets de la terreur.

Au Chili, l'oubli et la mémoire de la dictature habitent des marques territoriales parfaitement identifiables dans la ville. Elles font partie de son architecture et de son paysage urbain et permettent de reconstruire une narration dans laquelle le rôle de l'État se révèle aussi important que celui du citoyen. Du côté du premier, l'inscription publique de la mémoire n'aspire pas à garantir la permanence du souvenir, mais s'apparente plutôt à un intérêt politique de positionner le passé dans une exigence éthique du « jamais plus ». Transportant une certaine idée implicite de finalisation, cette éthique finit par vider la mémoire de son contenu historique. Pour les familles de détenus-disparus, il s'agit précisément de rendre visible cette histoire incomplète, en s'opposant aux oublis et aux silences officiels, afin de donner suite à la mémoire de ceux qui, aujourd'hui, ne peuvent plus parler, qui n'ont ni un espace d'écoute ni une représentation active possible (Levi, 1989). En ce sens, l'histoire récente du Chili continue de s'écrire. Les individus et les groupes tentent toujours de se la réapproprier par l'image et le récit. Selon Arendt, cette transformation des événements est constitutive de la condition humaine (Arendt, 1994). Dans sa représentation et dans sa narration, l'événement change de cadre ontologique : il ne se réfère plus uniquement à une réalité « objective » de ce qui a eu lieu, ni à une réalité « subjective » de ce qui a été vécu, mais plutôt à l'idée que, pour un même événement, il existe différentes histoires ouvrant la porte aux « possibles » de la mémoire.

Conclusion

La mémoire collective se construit à partir de souvenirs, essentiellement de ceux qui marquent des étapes historiques. On peut, cependant, aussi assister à des tactiques d'effacement du souvenir et à des stratégies mémorielles particulièrement actives sous les régimes totalitaires. La mémoire ne reflète donc pas toujours les registres historiques de ce qui s'est passé et ne correspond pas nécessairement à la vérité des faits. En Espagne comme au Chili, les dictatures ont cherché à imposer une interprétation de l'événement et de leurs actions. La répression et l'oppression ont fonctionné comme des mécanismes de démobilisation des processus sociaux et des luttes politiques. Les souvenirs de ces expériences de terreur ont forgé des mémoires comme instruments de contrôle social impliquant des interprétations partielles, des silences et des oublis, et des tentatives d'historisation de l'événement. Dans ces deux pays, les dictatures ont fait entrer en opposition la notion de mémoire avec la notion même d'histoire.

En réalité, les conflits sur le sens du passé débutent dès que l'événement commence. Ainsi, pour pouvoir les comprendre, il faut tenir compte des faits que recouvre la mémoire depuis le commencement de l'événement, même si, par la suite, les messages qu'elle contient sont révisés et leurs significations actualisées en fonction de la configuration des forces sociales et politiques dans les espaces en dispute. En effet, l'avènement de la démocratie et les transitions politiques habilite une sphère publique, jusqu'alors monopolisée par la force, à débattre de certaines versions contenues ou censurées durant les dictatures. Cette ouverture donne lieu à des luttes sur le sens du passé entre une pluralité d'acteurs, avec des expériences et des attentes politiques différentes et opposées, impliquant une vision du passé et un programme, souvent implicite, de traitement de l'histoire. Dans ce processus, les divers acteurs sociaux et politiques cohabitent plus ou moins difficilement dans le cadre des nouvelles règles du fonctionnement démocratique. Les factions responsables de graves violations des Droits de l'Homme cherchent à imposer l'oubli comme socle de base de la reconstruction nationale. Les États, eux, cherchent à promouvoir une répartition des responsabilités entre les différentes mémoires afin d'atténuer les différences et les confrontations. Les élites politiques adoptent des formes d'oubli intentionnel, ou plutôt des silences stratégiques, en évitant de remettre officiellement en cause la version historique imposée par les dictatures. Durant un temps, les mémoires des victimes sont tuées au nom de la réconciliation.

Lorsque le passé est laissé de côté avant d'avoir été éclairci, discuté et pleinement assumé, il finit invariablement par faire irruption dans les mémoires collectives. Des interprétations opposées et rivales du passé viennent s'interposer dans les débats politiques et culturels, se changeant en questions publiques démocratiquement incontournables. Des luttes s'engagent entre les acteurs pour réclamer une reconnaissance de légitimité de leurs propos et de leurs revendications. La mémoire se convertit alors en registre d'histoires collectives, partagé en significations distinctes qui

agissent sur le comportement et la pensée des groupes. Le passé, à travers ces mémoires collectives, se fait présent et s'entretient de plusieurs manières : par la commémoration, les rituels, les monuments... Les traces conservées par les mémoires permettent ainsi de redonner une texture historique à ce qui a été détruit, oublié ou effacé, et d'établir des continuités dans le temps et l'espace. Chaque groupe élabore de cette manière une représentation du passé en accord avec ses intérêts. Ces marques deviennent des éléments d'organisation mémorielle pour le collectif, et lui permettent un minimum de cohérence et de continuité pour maintenir un sentiment identitaire. Dans ce sens, la reconstruction du passé fait partie intégrante des processus identitaires des groupes. Comme l'explique Gillis (1994), pouvoir se rappeler et se remémorer quelque chose du passé, c'est soutenir l'identité. Notre travail ethnographique nous permet de relever au moins trois fonctions identitaires de la mémoire.

En premier lieu, elle contribue à définir les valeurs du groupe qui se mesurent par comparaison à celles d'autres groupes. Ainsi, les mémoires de ceux qui furent opprimés et marginalisés, de ceux qui furent affectés par la mort de leur proches, par la disparition, la torture, la réclusion, surgiront avec une double ambition : rétablir des « vérités » historiques à partir de leur mémoire et réclamer justice. Dans ce sens, pour les victimes d'une dictature, faire mémoire, c'est d'abord se donner la possibilité de raconter leur histoire comme alternative à celle de leurs « bourreaux ». Dès lors, leurs réussites et leurs échecs contribuent à définir les valeurs des divers groupes d'appartenance.

En deuxième lieu, la fonction identitaire de la mémoire collective a trait à la justification groupale. À travers le choix d'une représentation du passé, les groupes cherchent à légitimer leurs pratiques passées, présentes ou futures.

En dernier lieu, le passé peut constituer une ressource rhétorique efficace pour les acteurs, en particulier politiques, soucieux de mobiliser une collectivité. L'histoire se constitue ainsi souvent en « un remède miracle » s'opposant au subjectif de la mémoire. C'est pour cette raison qu'il paraît important de différencier la capacité de la mémoire à transcender l'expérience vécue, unique et intransférable, d'avec les conditions qui lui permettent de lui donner sens et de la rendre communicable. Cela explique aussi les conflits de mémoires : du fait de la diversité des expériences, il y a, de même, diversité de récits qui ne peuvent être que différents et contradictoires, opposés et ennemis. Le sens du passé pour lequel il y a lutte dans le présent est, en réalité, une partie du futur : les conflits de mémoire sont aussi des conflits d'identité.

Il n'y a d'histoire possible que si individus et groupes sont capables de s'approprier ce qu'ils vivent dans des récits. Par rapport aux mêmes événements passés, plusieurs histoires existent. Toutefois, cela n'exclut pas nécessairement la possibilité d'un avenir commun car la gestion de la mémoire conflictuelle implique, non pas une uniformisation des récits, mais que l'on permette à ces récits et à ces gestes identitaires bien distincts de s'élaborer et de se rencontrer autour d'un certain enjeu commun, celui d'un passé à assumer.

Références bibliographiques

- Aguilar Fernández P.**,
1996, *Memoria y olvido de la Guerra Civil española*, Madrid, Alianza Editorial.
- Arendt H.**,
1994 (1972), *La crise de la culture*, Paris, Gallimard.
- Boursier J.-Y.**,
« La mémoire comme trace des possibles », *Socio-anthropologie* [En ligne],
12 | 2002, mis en ligne le 15 mai 2004, Consulté le 07 juin 2012. URL :
<http://socio-anthropologie.revues.org/index145.html>
- Brownlee J.**,
2004, *Rulings Parties and Durable Authoritarianism*, Stanford Institute of
International Studies, Working Paper, CDDRLH, 23 : 1-34.
- Capdevila L., Langue F. (dir.)**,
2009, *Entre mémoire collective et histoire officielle. L'histoire du temps présent
en Amérique Latine*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- Carfantan S.**,
2002, « Leçon 21 : la définition de l'histoire », en ligne. URL :
<http://sergecar.perso.neuf.fr/cours/histoire1.htm>
- Cavallo A.**,
1998, *La historia oculta de la transición. Memoria de una época, 1990-1998*,
Santiago de Chile, Grijalbo.
- Eco U.**,
1985, *Tratado de semiótica general*, Barcelona, Lumen.
- García Castro A.**,
2002, *La mort lente des disparus au Chili sous la négociation civils-militaires
(1973-2002)*, Paris, Maisonneuve & Larose.
- Gillis J.**,
1994, « Memory and Identity: The History of a Relationship » in Gillis J. (ed.),
Commemorations: The Politics of National Identity, Princeton, Princeton
University Press : 3-24.
- Halbwachs M.**,
1997, *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel.
- Hartog F.**,
2003, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris,
Éditions du Seuil.
- Jelin E. (dir.)**,
2002, *Las conmemoraciones : las disputas en fechas in-felices*, Madrid,
Siglo veintiuno.
- Lafuente I.**,
2002, *Esclavos por la patria : la explotación de los presos bajo el franquismo*,
Madrid, Temas de hoy.
- Lazzara M.-J.**,
2011, « Dos propuestas de conmemoración pública : Londres 38 y el Museo de
la Memoria y los Derechos Humanos », *Revista de historia social y literatura
de América Latina*, 8/3 : 55-90

Levi P.,

1989, *Les naufragés et les rescapés. Quarante ans après Auschwitz*, Paris, Gallimard.

Lévi-Strauss C.,

1962, *La pensée sauvage*, Paris, Plon.

Macé J.-F.,

2012, « Los conflictos de memoria en la España post-franquista (1976-2010) : entre políticas de la memoria y memorias de la política », *Bulletin Hispanique*, 114/2 : 749-774.

Madalena Calvo J.-I., Escudero M.-C., Prieto Altamira A., Reguillo J.-F.,

1998, « Los lugares de la memoria de la guerra civil en un centro de poder : Salamanca, 1936-39 » in Arostegui J. (dir.), *Historia y memoria de la Guerra Civil*, Junta de Castilla y León, 3 : 487-512.

Maria Resa J.,

1968, *Memorias de un Requeté*, Barcelona, Edición Barcelona.

Nora P.,

1984-1992, *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 7 tomes.

Pross H.,

1983, *La violencia de los símbolos sociales*, Barcelona, Anthropos.

Rouso H.,

1994, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard.

2007, « Vers une mondialisation de la mémoire », *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, 94 : 3-10.

Wilde A.,

1999, « Irruptions of Memory: Expressive Politics in Chile's Transition to Democracy », *Journal of Latin American Studies*, 31: 473-500.

Young J.-E.,

1993, « Écrire le monument : site, mémoire, critique », *Annales ESC*, mai-juin, 3 : 733-736.

Articles de presse

Baró Quesada J., « El generalísimo hace entrega en Belchite de los títulos de propiedad de 250 viviendas », *ABC* (Espagne), 14 octobre 1954.

F.V.L., « Un símbolo franquista en zona privada », *El Periódico de Aragón* (Espagne), 21 février 2012.

Hidalgo P., « Centro de tortura Londres 38 ya es monumento nacional », *La Nación* (Chili), 12 octobre 2005.

L.N.D., « La pugna por Londres 38 », *La Nación* (Chili), 26 août 2007.

Sepulveda Ruiz L., « Las baldosas de Londres 38 », [en ligne] n°673 | 2008, mis en ligne le 24 octobre 2008, Consulté le 20 décembre 2008. URL : <http://www.puntofinal.cl>

Vaquero M., « Belchite ¿ Monumento o dolor ? », *La Vanguardia* (Espagne), 9 octobre 2002. « Londres 38 : Consejo de Monumentos impide remate de excentro de torturas DINA », publié en ligne le 16 février 2006 : www.elmostrador.cl

« AFDD, Londres 38 debería transformarse en un centro de la memoria », publié en ligne le 20 février 2006. URL : www.elmostrador.cl

Documents officiels

Rapport de la Commission Nationale Vérité et Réconciliation, Ed. del diario La Nación, Santiago, 1991, pp. 185-186.

Ministerio de los Bienes Nacionales, « Un catastro para la memoria, la lista de más de 500 centros de detención y tortura bajo la dictadura », 2007. URL : http://www.bienes.cl/memorial.asp?seccion=39&contenido=1346&ID_PADRE=1

Résumé

Cet article se propose comme introduction à une anthropologie des conflits de mémoire. Plus concrètement, dans une approche comparative, il analyse les confrontations de mémoire dérivant des passés dictatoriaux récents de l'Espagne et du Chili. Partant du postulat qu'il existe une relation solidaire entre les catégories de « mémoire », « histoire », « politique », et « identité », il s'attache à appréhender, à partir d'enquêtes de terrain, la manière dont s'articulent et se déploient des interprétations rivales du passé.